

20 MARS 2004

"Journée internationale d'action contre la guerre" Pour une Europe contre la guerre

Un an, jour pour jour, après le début de la guerre en Irak, le mouvement international de la paix lance un vif appel de protestation contre la guerre et l'occupation. Le 15 février 2003 a rendu possible la mobilisation de 14.000 personnes dans notre pays pour ensemble dire Non à la guerre en Irak. Ce jour-là, nous connaissions tous les motifs réels de cette guerre et nous imaginions déjà ses terribles conséquences. Ce jour-là, il est vrai, nous n'avons pas pu empêcher la guerre, mais aujourd'hui nous savons combien nous avons raison et combien nos revendications étaient justes. Aujourd'hui, nous ne voulons pas rester indifférents face aux guerres et occupations qui se poursuivent. C'est pour cela que nous appelons à manifester pour la paix et contre la guerre le 20 mars 2004, à 15h à la Place Clairefontaine à Luxembourg-Ville.



Manif des lycéen-ne-s contre la guerre le 20 mars 2003.

(photo: Germain Kerschen)

Irak - en finir avec l'occupation

L'occupation de l'Irak par les troupes de la coalition de guerre, contraire au droit international, n'a abouti ni à l'arrêt des combats, ni à la construction d'une administration civile, ni à la reconstruction des infrastructures publiques. Inquiets de l'évolution de la situation en Irak, nous revendiquons :

- que les troupes d'occupation quittent l'Irak
- que des élections libres soient organisées sous la supervision de l'ONU
- que le contrôle des gisements de pétrole et d'autres ressources revienne au gouvernement irakien issu de ces élections
- que la coalition de guerre paye les frais de la reconstruction

Proche Orient - contre l'occupation, le mur, la guerre et les attentats

Le conflit israélo-palestinien ne peut être réglé tant que les bases pour une paix juste ne sont pas réalisées. Cela inclut:

- la fin de l'occupation israélienne et le démantèlement de toutes les colonies israéliennes sur le territoire palestinien
- l'arrêt immédiat de la construction du mur en Cisjordanie et la destruction des parties du mur déjà construites
- un accord sur la question des réfugiés
- l'arrêt immédiat des attentats palestiniens et la condamnation des violations des droits humains commises par les forces d'occupation israéliennes et les colons
- la création d'un Etat palestinien souverain avec Jérusalem-Est comme capitale
- la reconnaissance des frontières de l'Etat d'Israël par les Etats arabes

Tchéchénie - pour une solution politique du conflit

Nous condamnons les violations des droits humains contre la population civile tchéchène commises par les militaires russes et

des groupes paramilitaires (exécutions extrajudiciaires, torture, viols etc.) ainsi que la manière d'agir des groupes armés tchéchènes contre des civils qui conduit à des enlèvements, des prises d'otages, des morts et des blessés. Nous exhortons notre gouvernement à s'engager de manière plus conséquente pour une solution politique de ce conflit.

Contre les guerres préventives - abolir les armes nucléaires

Le gouvernement américain n'est pas seulement décidé à mener des guerres préventives. Il souhaite également élargir l'arsenal d'armes de destruction massives utilisables en développant de "petites bombes nucléaires". Les armes nucléaires font partie de l'armement de l'OTAN et, depuis le sommet de 1999, leur emploi est même envisagé, selon la nouvelle stratégie de l'alliance, contre des adversaires ne disposant pas de telles armes. Nous condamnons ce surarmement nucléaire.

Oui à une Europe sociale - non à la militarisation de l'Europe

Aussi bien la nouvelle stratégie de sécurité européenne que l'ébauche d'une constitution européenne incitent les Etats membres à augmenter leurs dépenses militaires. La militarisation de la politique extérieure de l'Union européenne peut renforcer l'insécurité dans le monde: la menace de guerre peut provoquer l'accumulation d'armes de destruction massive dans les pays qui se sentent menacés par la supériorité militaire d'agresseurs éventuels - parmi lesquels pourrait dorénavant compter l'Union européenne.

- Nous adhérons à une Europe qui dit non à la guerre et à la régression sociale.
- Nous nous engageons pour la paix et la justice mondiales.
- Nous exigeons que notre gouvernement intervienne à tous les niveaux pour que les conflits soient résolus par des moyens politiques et diplomatiques.

Avis

AIDES FINANCIERES DE L'ETAT POUR ETUDES SUPERIEURES

Rappel des délais à respecter

Semestre d'été de l'année
académique 2003/2004

Il est rappelé aux étudiants ayant une **inscription semestrielle** que les demandes de prolongation de l'aide financière pour le semestre d'été doivent être postées au plus tard le **31 mars 2004**, le cachet de la poste faisant foi. Le certificat d'inscription au deuxième semestre ainsi que les éventuelles quittances de paiement des frais d'inscription pourront suivre, mais devront être envoyés au CEDIES pour le 31 juillet 2004 au plus tard.

La date limite du 31 mars vaut aussi pour les demandes de prolongation faites en ligne via le site Internet www.cedies.lu

Primes d'encouragement

Les primes d'encouragement sont accordées aux étudiants qui ont accompli leur **cycle d'études supérieures** dans la durée officiellement prévue par le curriculum, une dérogation étant prévue pour le premier cycle dont la durée peut être majorée d'un an. Les primes de 1er cycle sont de 1.000 €, celles de 2e cycle de 2.000 € et celles de 3e cycle de 2.000 € par an, jusqu'à concurrence de 8.000 €.

Les **primes** doivent être demandées **au plus tard un an** après l'obtention du diplôme pour lequel la prime est demandée.

Les formulaires pour l'obtention de ces primes sont disponibles au CEDIES sur simple demande ou via le site Internet www.cedies.lu

Communiqué par le Ministère
de la Culture,
de l'Enseignement Supérieur

ECOLE SUPERIEURE DU TRAVAIL COURS DE FORMATION

à l'intention des délégués titulaires du personnel

Il est porté à la connaissance des intéressés que les cours de formation à l'intention des délégués titulaires du personnel (loi modifiée du 18 mai 1979) reprendront auprès de l'Ecole Supérieure du Travail. Les délégations des entreprises n'ayant pas encore reçu de programme peuvent le demander auprès de la direction de l'EST, 3, rue des Primeurs, L-2361 STRASSEN, téléphone 478-6132 ou 478-6133 ou 478-6200; téléfax 478-6131; e-mail: estinfo@mt.etat.lu

MINISTERE DE
L'EDUCATION NATIONALE,
DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE ET DES
SPORTS

AVIS

Enseignement Primaire

Admission anticipée en première année d'études primaires des enfants nés entre le 1er septembre et le 31 décembre 1998 (loi du 21 mars 1979). Les parents qui ont l'intention de faire profiter leur enfant de l'admission anticipée lors de la rentrée scolaire 2004/2005 devront présenter avant le 1er avril 2004 une demande y relative à l'administration communale compétente.

Primärschulen

Vorzeitige Aufnahme ins erste Schuljahr der Kinder, welche zwischen dem 1. September und dem 31. Dezember 1998 geboren sind (Gesetz vom 21. März 1979). Eltern, die eine vorzeitige Einschulung ihres Kindes für das Schuljahr 2004/2005 wünschen, sind gebeten, vor dem 1. April 2004 einen entsprechenden Antrag an die zuständige Gemeindeverwaltung einzureichen.



dei aner wochenzeitung

Invitation

Les membres de la société coopérative woxx sont invité-e-s à assister à l'**assemblée générale ordinaire** qui aura lieu le jeudi, 25 mars 2004, à 19 h, au Circolo Curiel (107, route d'Esch, Luxembourg).

Ordre du jour:

1. rapport de l'ancien conseil d'administration
2. rapport financier de l'année 2003
3. rapport des commissaires
4. décharge du conseil d'administration
5. appel aux candidatures et élection d'un nouveau CA
6. élection des commissaires
7. perspectives de notre projet
8. divers

Pour le conseil
d'administration,
Chantal Serres
(présidente)